

Stéphane BAVOIS
Alexandre BEAUDEAU
Cyril DESCHELLETTE
Esmeralda GONZALEZ
Estelle MASANTE
Sylvaine MOUTON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

OGE
Sainte Famille Saintonge

Association régie par la loi de 1901

Siège Social : 12, Rue Saintonge
33000 - BORDEAUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

Mérignac
21, Avenue Ariane
BP 20023
33702 Mérignac Cedex
Tél. 05 56 34 60 00
Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr
<http://www.audial.fr>

OGEC - Sainte-Famille Saintonge

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 12, Rue Saintonge - 33000 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Août 2023

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association OGEC – Sainte-Famille Saintonge** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes annuels aux notes « I-2 Faits marquants de l'exercice » et « III-2) b. Provisions pour risques et charges » exposant le changement de méthodes comptables relatif à l'évaluation des indemnités de fin de carrière et ses impacts sur les comptes annuels clos le 31 août 2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Méridnac, le 18 mai 2024

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL

représenté par Esmeralda GONZALEZ

B. BILAN SIMPLIFIE

33032 - OGECE SAINT-FAMILLE SAINTONGE
12 RUE DE SAINTONGE

BILAN ACTIF SIMPLIFIE

33000 BORDEAUX

| BILAN ACTIF au 31/08/2023 | Exercice N-1 | | Exercice N | | Variations |
|--|------------------|---------------|---|------------------|-------------|
| | NET 2021/2022 | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire) | NET 2022/2023 | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES A1 | | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires AG/AH | | 5 034,00 | -5 034,00 | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES A2 | | | | | |
| Constructions AS/AT | 2 887 447,65 | 8 946 664,22 | -6 150 426,43 | 2 796 237,79 | -91 209,86 |
| Installations techniques, matériel et outillage AU/AV | 77 734,11 | 2 593 488,30 | -2 520 226,85 | 73 261,45 | -4 472,66 |
| Autres immobilisations corporelles AW/AX | 26 257,27 | 216 115,39 | -177 651,65 | 38 463,74 | 12 206,47 |
| Immobilisations corporelles en cours AY/AZ | 42 044,22 | 57 360,36 | | 57 360,36 | 15 316,14 |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES A3/A31 | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES B1 | | | | | |
| Participations et créances rattachées BC/BD | 26 077,12 | 26 077,12 | | 26 077,12 | |
| Autres immobilisations financières BI/BJ | 35 704,30 | 35 704,30 | | 35 704,30 | |
| TOTAL I | 3 095 264,67 | 11 880 443,69 | -8 853 338,93 | 3 027 104,76 | -68 159,91 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | |
| STOCKS ET EN-COURS CA/CB | | | | | |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES CC | 48 205,63 | 2 980,99 | | 2 980,99 | -45 224,64 |
| CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES CD/CE | 32 305,04 | 767 987,44 | -163 877,74 | 604 109,70 | 571 804,66 |
| CREANCES RECUES PAR LEGS OU DONATIONS CF/CG | | | | | |
| AUTRES CREANCES CH/CI | 1 796 877,95 | 824 922,22 | | 824 922,22 | -971 955,73 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT CJ/CK | | 360 000,00 | | 360 000,00 | 360 000,00 |
| DISPONIBILITES CM | 1 573 739,52 | 1 298 083,82 | | 1 298 083,82 | -275 655,70 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE CN | 61 392,74 | 72 106,07 | | 72 106,07 | 10 713,33 |
| TOTAL II | 3 512 520,88 | 3 326 080,54 | -163 877,74 | 3 162 202,80 | -350 318,08 |
| Ecarts de conversion Actif (V) | | | | | |
| ECARTS DE CONVERSION ACTIF FA | 7,88 | | | | -7,88 |
| TOTAL V | 7,88 | | | | -7,88 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 6 607 793,43 | 15 206 524,23 | -9 017 216,67 | 6 189 307,56 | -418 485,87 |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

BILAN PASSIF SIMPLIFIE

| BILAN PASSIF au 31/08/2023 | | EXERCICE N-1 2021/2022 | EXERCICE N 2022/2023 | Variations |
|---|-----|---------------------------|-------------------------|-------------|
| FONDS PROPRES | | | | |
| Fonds propres complémentaires sans droit de reprise | GA2 | 112 274,39 | 112 274,39 | |
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | GA | 112 274,39 | 112 274,39 | |
| FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | GB | | | |
| ECARTS DE RÉÉVALUATION | GC | | | |
| Réserves pour projet de l'entité | GD2 | 3 232 585,89 | 3 597 772,93 | 365 187,04 |
| RÉSERVES | GD | 3 232 585,89 | 3 597 772,93 | 365 187,04 |
| COMPTES DE LIAISON | GE | | | |
| REPORT À NOUVEAU | GF | | 32 997,53 | 32 997,53 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE | GG | 365 187,04 | -131 527,88 | -496 714,92 |
| SITUATION NETTE (SOUS TOTAL) | | 3 710 047,32 | 3 611 516,97 | -98 530,35 |
| FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES | GH | | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | GI | 1 055 048,70 | 879 839,35 | -175 209,35 |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | GJ | | | |
| TOTAL I | | 4 765 096,02 | 4 491 356,32 | -273 739,70 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | | | |
| FONDS REPORTÉS LIÉS AUX LEGS OU DONATIONS | HA | | | |
| FONDS DÉDIÉS | HB | 10 512,80 | 135 790,20 | 125 277,40 |
| TOTAL II | | 10 512,80 | 135 790,20 | 125 277,40 |
| PROVISIONS | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES | IA | 7,88 | 32 889,95 | 32 882,07 |
| PROVISIONS POUR CHARGES | IB | 102 152,48 | 46 700,85 | -55 451,63 |
| TOTAL III | | 102 160,36 | 79 590,80 | -22 569,56 |
| DETTES (1) | | | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILÉS (TITRES ASSOCIATIFS) | JA | | | |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | JB | 1 358 827,23 | 1 131 374,62 | -227 452,61 |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERS | JC | 3 000,00 | 16 380,00 | 13 380,00 |
| AVANCES ET ACOMPTES REÇUS | JD | 4 923,96 | 6 439,32 | 1 515,36 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | JE | 135 175,99 | 88 033,75 | -47 142,24 |
| DETTES DES LEGS OU DONATIONS | JF | | | |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | JG | 140 411,30 | 98 403,46 | -42 007,84 |
| DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHÉS | JH | 46 055,99 | 140 484,96 | 94 428,97 |
| AUTRES DETTES | JI | 1 332,50 | 1 454,13 | 121,63 |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | JK | 40 297,28 | | -40 297,28 |
| TOTAL IV | | 1 730 024,25 | 1 482 570,24 | -247 454,01 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V) | | | | |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF | KA | | | |
| TOTAL V | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | | 6 607 793,43 | 6 189 307,56 | -418 485,87 |

(1) Dont à plus d'un an 933 345,66

Dont à moins d'un an 549 224,58

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

A. COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

| COMPTE DE RESULTAT AU 31/08/2023 | | EXERCICE N-1 2021/2022 | EXERCICE N 2022/2023 | VARIATIONS | % |
|---|-----|---------------------------|-------------------------|--------------------|-----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | | |
| VENTES DE BIENS ET SERVICES | LB | 1 662 527,66 | 1 835 523,00 | 172 995,34 | 10.41 % |
| Ventes de fournitures et matériels | LB1 | 24 533,36 | 8 178,10 | -16 355,26 | -66.67 % |
| Contributions et prestations familles | LB2 | 1 637 994,30 | 1 827 344,90 | 189 350,60 | 11.56 % |
| PRODUCTION IMMOBILISEE | LD | 6 282,30 | | -6 282,30 | -100.00 % |
| PRODUITS DE TIERS FINANCEURS | LE | 1 018 983,89 | 863 738,49 | -155 245,40 | -15.24 % |
| Concours publics et subventions d'exploitation | LE1 | 1 013 192,69 | 737 645,29 | -275 547,40 | -27.20 % |
| Ressources liées à la générosité du public | LE3 | | 150,00 | 150,00 | - |
| Contributions financières | LE4 | 5 791,20 | 125 943,20 | 120 152,00 | - |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS, PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES | LF | 87 330,74 | 40 334,38 | -46 996,36 | -53.81 % |
| UTILISATION DES FONDS DEDIES | LG | 60,00 | 665,80 | 605,80 | - |
| AUTRES PRODUITS | LH | 2 395,63 | 655,83 | -1 739,80 | -72.62 % |
| TOTAL I | | 2 777 580,22 | 2 740 917,50 | -36 662,72 | -1.32 % |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | |
| ACHATS DE FOURNITURES ET MATERIELS REVENDUS | MA | 699,00 | 13 093,54 | 12 394,54 | - |
| VARIATIONS DE STOCKS | MB | 21 422,37 | | -21 422,37 | -100.00 % |
| AUTRES CHARGES ET CHARGES EXTERNES | MC | 1 292 624,52 | 1 310 177,93 | 17 553,41 | 1.36 % |
| AIDES FINANCIERES | MD | 2 999,46 | 3 996,48 | 997,02 | 33.24 % |
| IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | ME | 79 929,69 | 96 813,41 | 16 883,72 | 21.12 % |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | MF | 655 193,19 | 786 410,24 | 131 217,05 | 20.03 % |
| CHARGES SOCIALES | MG | 256 592,94 | 294 821,18 | 38 228,24 | 14.90 % |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS | MH | 257 248,34 | 391 583,79 | 134 335,45 | 52.22 % |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS | MI | 18 732,35 | 49 302,20 | 30 569,85 | - |
| REPORT EN FONDS DEDIES | MJ | | 125 943,20 | 125 943,20 | - |
| AUTRES CHARGES | MK | 11 664,44 | 1 347,72 | -10 316,72 | -88.45 % |
| TOTAL II | | 2 597 106,30 | 3 073 489,69 | 476 383,39 | 18.34 % |
| 1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | | 180 473,92 | -332 572,19 | -513 046,11 | - |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | | |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | NC | 1 606,21 | 12 842,85 | 11 236,64 | - |
| REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES | ND | 33 790,97 | 27 501,81 | -6 289,16 | -18.61 % |
| DIFFERENCE POSITIVE DE CHANGE | NE | | 54,50 | 54,50 | - |
| TOTAL III | | 35 397,18 | 40 399,16 | 5 001,98 | 14.13 % |
| CHARGES FINANCIERES | | | | | |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | OB | 34 893,00 | 29 307,21 | -5 585,79 | -16.01 % |
| TOTAL IV | | 34 893,00 | 29 307,21 | -5 585,79 | -16.01 % |
| 2-RESULTAT FINANCIER (III-IV) | | 504,18 | 11 091,95 | 10 587,77 | - |
| 3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | | 180 978,10 | -321 480,24 | -502 458,34 | - |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | PA | 5 728,40 | 71 386,23 | 65 657,83 | - |

A. COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

| COMPTE DE RESULTAT AU 31/08/2023 | | EXERCICE N-1 2021/2022 | EXERCICE N 2022/2023 | VARIATIONS | % |
|---|----|---------------------------|-------------------------|-------------|---------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL | PB | 204 516,30 | 204 786,35 | 270,05 | 0.13 % |
| TOTAL V | | 210 244,70 | 276 172,58 | 65 927,88 | 31.36 % |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION | QA | 26 035,76 | 86 220,22 | 60 184,46 | - |
| TOTAL VI | | 26 035,76 | 86 220,22 | 60 184,46 | - |
| 4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | | 184 208,94 | 189 952,36 | 5 743,42 | 3.12 % |
| Participation des salariés aux résultats | | | | | |
| TOTAL VII | | | | | - |
| IS des personnes morales non lucratives | | | | | |
| TOTAL VIII | | | | | - |
| Total des produits (I+III+V) | | 3 023 222,10 | 3 057 489,24 | 34 267,14 | 1.13 % |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | | 2 658 035,06 | 3 189 017,12 | 530 982,06 | 19.98 % |
| 5- EXCEDENT OU DEFICIT | | 365 187,04 | -131 527,88 | -496 714,92 | - |
| Contributions reçues | | | | | |
| TOTAL | | | | | - |
| Emplois des contributions reçues | | | | | |
| TOTAL | | | | | - |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

INFORMATIONS SUR LES COMPTES

Exercice : 2022/2023

33032 - OGE C SAINTE FAMILLE SAINTONGE

33 - BORDEAUX

| | |
|-----|--|
| I | Informations générales |
| II | Principes, règles et méthodes comptables |
| III | informations sur le bilan |
| IV | Informations sur le compte de résultat |
| V | Autres informations |

Les comptes de l'Exercice clos au **31/08/2023** font apparaître les éléments suivants :

Total de l'Actif : 6 189 307,56

Contre 6 607 793,43 au 31/08/2022

Déficit Global 2022/2023 : -131 527,88

Contre un Excédent de 365 187,04 en 2021/2022

L'Exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du
01 Septembre 2022 au 31 Août 2023.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

I/ INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de la structure, objet social, activités, moyens mis en œuvre

L'organisme de gestion a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale des établissements ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique.

Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGEC peut se livrer à toutes activités de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, y compris la formation professionnelle et par apprentissage, et la culture, sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet. L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

2) Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

Un reclassement des comptes de l'exercice 2021/2022 a été fait afin de se caler avec le nouveau plan comptable 2023.

Des investissements ont été réalisés sur l'exercice pour 179 k€ dont :

- Remplacement 2 chaudières : 25 k€
- Remplacement vitrages subventionnés : 76 k€
- Matériel pédagogique (ordinateurs UFA) : 18 k€
- Matériel pédagogique subventionné : 33 k€
- Remplacement standard Accueil : 10 k€

L'ACEM a aidé pour le remplacement des vitrages à hauteur de la totalité de la facture (75 943,20€).

Des travaux ont été engagés pour 57 k€, mais sont toujours en immobilisations en cours au 31/08/2023.

Ils concernent des honoraires pour une étude de faisabilité de construction sur le site de Floirac (30 k€), les travaux du CDI (23 k€) et les travaux de la salle 223 (4 k€).

L'OGEC a reçu une aide de l'ACEM de 50 k€ pour les travaux d'aménagement de la Chapelle qui seront réalisés postérieurement à l'exercice 2022/2023.

Pour l'UFA, il a été fait un point avec le CFA "ASPECT AQUITAINE", concernant le CA des années précédentes, ainsi que la mise à disposition des ordinateurs achetés par ASPECT AQUITAINE.

Ceci a entraîné le reclassement des ventes des ordinateurs en cautions (15 k€), et la nécessité de passer une dotation pour dépréciation des créances de 104 k€ pour les années 2019/20, 2020/21, 2021/22 et 2022/23.

L'établissement a connu le départ à la retraite de son attaché de gestion en août 2022, en poste depuis 35 ans.

Il a été remplacé par une nouvelle personne, qui a été licenciée en août 2023.

Depuis Septembre 2023, l'UDOGEC 33 a mis à disposition un comptable 3 jours par semaine pour assurer la facturation familles, le social et la comptabilité courante.

Un salarié parti réclame le paiement d'heures supplémentaires et a saisi le Conseil des Prud'hommes.

Par prudence, il a été provisionné 20k€ pour risque prud'homal.

Sur l'année 2022/2023, il y a eu 3 licenciements.

Une reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite pour 33 k€ a été constatée suite au changement de méthode. Le calcul appliqué par l'ASREC tient compte des salariés de + de 52 ans.

Au 31/08/2023, 9 emprunts sont encore en cours, dont 8 sont pris en charge intégralement par les subventions du Conseil Régional (187 k€).

L'OGEC a un seul emprunt à sa charge (500 k€), dont le remboursement annuel est de 51 k€, intérêts compris.

Conformément à la loi Debré du 31/12/1959, une comptabilité analytique a été mise en place sur l'exercice, permettant ainsi à l'OGEC de respecter ses obligations contractuelles.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

3) Tableau d'évolution de la population scolaire de l'Etablissement :

| Secteur | Niveau | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % | Nombre de classes 2022/2023 |
|--------------------|---------------------|-----------|-----------|-----------|--------|-----------------------------|
| 41 | Lycée Général | 80 | 80 | 0 | NA | 4,0 |
| 42 | Lycée Technologique | 98 | 98 | 0 | NA | 5,0 |
| 43 | Lycée Professionnel | 131 | 131 | 0 | NA | 11,0 |
| 44 | BTS | 68 | 59 | -9 | -13,24 | 4,0 |
| 46 | UFA | 122 | 125 | 3 | 2,46 | 10,0 |
| TOTAL ELEVES | | 499 | 493 | -6 | -1,20 | 34,0 |
| Demi-pensionnaires | | 0 | 0 | 0 | NA | |
| Pensionnaires | | 0 | 0 | 0 | NA | |

4) Evolution de l'effectif concernant le personnel :

| NOM DU SITE | Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein (ETP) en 2021/2022 | Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein (ETP) en 2022/2023 | Variation | % |
|---------------------|---|---|-----------|-------|
| OGEC SAINTE-FAMILLE | 22,73 | 24,78 | 2,05 | +9.02 |
| TOTAL | 22,73 | 24,78 | 2,05 | +9.02 |

5) Evolution du parc immobilier

* Surface Totale Développée : 5 649,00 m²

- Surface Pédagogique : 5 101,00 m²
- Surface non Pédagogique : 548,00 m²

6) Situation Immobilière

| BATIMENT | TYPE DE CONTRAT | Date de début | Durée | MODALITE D'EXECUTION |
|--|-----------------|---------------|-------|--|
| 12 et 32 rue de Saintonge | Bail à loyer | 01/09/1972 | | Propriétaire : La Province de France de la Congrégation des sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux |
| 1-3-5 rue Champion de Cisé | Bail à loyer | 01/09/1993 | | |
| 18-20 rue des Gants | Bail à loyer | 01/09/1993 | | |
| 19 rue de Saintonge (Batiments A et B) | Bail à loyer | 01/09/2007 | | |
| 29 rue Walter Poupot | | | | Propriétaire : AMIS ECOLE STE-EULALIE |
| 102 rue de Pessac | | | | |

II/ Principes, règles et méthodes comptables

1) Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été appliquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2) Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août N ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

III/ Informations sur le bilan

1) Bilan ACTIF :

a. Variation des immobilisations (corporelles et incorporelles)

Immobilisations corporelles et incorporelles :

- Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires, en fonction de la durée d'utilisation.

| Nature de l'investissement | Durée | Taux d'amortissement |
|--|-------------|----------------------|
| Structure (gros œuvre) | 25 à 50 ans | 2 à 4 % |
| Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures | 15 à 20 ans | 5 à 6,66 % |
| Installations générales et techniques | 10 à 15 ans | 6,66 à 10 % |
| Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...) | 10 à 15 ans | 6,66 à 10 % |
| Équipement de restauration | 8 à 12 ans | 8,33 à 12,5 % |
| Matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Mobilier scolaire | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Mobilier cantine et hébergement | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Matériel et équipements pédagogiques | 3 à 10 ans | 10 à 33,33 % |
| Matériel de transport | 3 à 5 ans | 20 à 33,33 % |
| Matériel informatique | 2 à 5 ans | 20 à 50 % |
| Matériel de reprographie | 2 à 5 ans | 20 à 50 % |
| Logiciels | 2 à 3 ans | 33,33 à 50 % |

| NATURE | Montant Brut au 01/09/2022 | Acquisitions | Sorties | Virement poste à poste | Valeur brute au 31/08/2023 |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------|---------------------------|-------------------------------|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 034,00 | 5 034,00 |
| Constructions | 8 845 306,25 | 101 357,97 | 0,00 | 0,00 | 8 946 664,22 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 2 535 439,02 | 52 657,92 | 0,00 | 5 391,36 | 2 593 488,30 |
| Autres immobilisations corporelles | 201 605,45 | 24 935,30 | 0,00 | -10 425,36 | 216 115,39 |
| Immobilisations corporelles en cours | 42 044,22 | 15 316,14 | 0,00 | 0,00 | 57 360,36 |
| TOTAL | 11 624 394,94 | 194 267,33 | 0,00 | 0,00 | 11 818 662,27 |

Parmi les acquisitions principales :

- Remplacement 2 chaudières : 25 414,77 €
- Remplacement vitrages subventionnés : 75 943,20 €
- Matériel pédagogique (ordinateurs UFA) : 17 560,00 €
- Matériel pédagogique subventionné : 32 924,23 €
- Remplacement standard Accueil : 10 293,60 €

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

b. Variation des amortissements

| NATURE | Montant Brut au 01/09/2022 | Dotations | Diminutions et/ou reprises | Virement poste à poste | Valeur brute au 31/08/2023 |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 034,00 | 5 034,00 |
| Constructions | 5 957 858,60 | 192 567,83 | 0,00 | 0,00 | 6 150 426,43 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 2 457 704,91 | 57 129,68 | 0,00 | 5 392,26 | 2 520 226,85 |
| Autres immobilisations corporelles | 175 348,18 | 12 729,73 | 0,00 | -10 426,26 | 177 651,65 |
| TOTAL | 8 590 911,69 | 262 427,24 | 0,00 | 0,00 | 8 853 338,93 |

c. Variation des immobilisations financières

| Libellé | Montant brut au 01/09/2022 | Augmentation | Sorties | Valeur brute au 31/08/2023 |
|--|-------------------------------|--------------|-------------|-------------------------------|
| Participations et créances rattachées | 26 077,12 | 0,00 | 0,00 | 26 077,12 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 35 704,30 | 0,00 | 0,00 | 35 704,30 |
| TOTAL | 61 781,42 | 0,00 | 0,00 | 61 781,42 |

Participations et créances rattachées :

Titres Banque Française de Crédit Coopératif acquis lors des souscriptions :

- Emprunt sur fonds propres (53 357,16€) : 533,57 €
- Emprunt Conseil Régional (106 714,31 €) : 1 067,14 €
- Emprunt Conseil Régional (91 469,41 €) : 919,80 €
- Emprunt Conseil Régional (259 163,33 €) : 2 591,63 €
- Emprunt Conseil Régional (228 673,53 €) : 2 286,74 €
- Emprunt Conseil Régional (114 336,76 €) : 1 143,37 €
- Emprunt Conseil Régional (332 643,76 €) : 3 385,50 €
- Emprunt Conseil Régional (180 000 €) : 1 859,75 €
- Emprunt Conseil Régional 2009 (265 000 €) : 2 745,00 €
- Emprunt Conseil Régional 2010 (258 595 €) : 2 684,00 €
- Emprunt Conseil Régional 2011 (470 000 €) : 4 895,00 €
- Réinvestissement 2012 (14 parts à 15,25 €) : 212,25 €
- Réinvestissement 2013 (12 parts à 15,25 €) : 183,00 €
- Réinvestissement 2014 (10 parts à 15,25 €) : 152,50 €
- Réinvestissement 2015 (11 parts à 15,25 €) : 167,75 €
- Réinvestissement 2020 (7 parts à 15,25 €) : 106,75 €

Titres SOGAMA :

- Emprunt sur fonds propres - Crédit Associatif (114 336,76 €) : 1 143,37 €

Prêts et autres participations financières :

- Dépôt de garantie sur location à la SAINTE-FAMILLE : 30 000,00 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Coopératif de 213 428,62 € de 1993 : 1 496,36 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 60 979,61 € de 1998 : 1 219,59 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 53 357,16 € de 1998 : 1 067,14 €
- Dépôt garantie sur Emprunt Cr.Associatif de 180 000 € de 2005 : 1 921,21 €

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

d. Créances usagers, autres créances, fournisseurs débiteurs

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Toutes les créances apparaissant au bilan ont une échéance inférieure à 1 an.

| NATURE | MONTANTS | | | | PROVISIONS | | | |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|---------------|------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 48 205,63 | 2 980,99 | -45 224,64 | -93.82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 68 486,38 | 767 987,44 | 699 501,06 | NA | 36 181,34 | 163 877,74 | 127 696,40 | NA |
| Créances reçues par legs ou donations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA |
| Autres créances | 1 796 877,95 | 824 922,22 | -971 955,73 | -54.09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA |
| TOTAL | 1 913 569,96 | 1 595 890,65 | -317 679,31 | -16.60 | 36 181,34 | 163 877,74 | 127 696,40 | NA |

Autres créances, dont :

* Subventions d'investissement à recevoir Conseil Régional - Emprunts : 705 050,82 €

* Aide ACEM pour vitrages : 75 943,20 €

* Subvention ERASMUS : 8 802,00 €

e. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement constituées de sicav monétaires, sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "premier entré, premier sorti".

Seules les moins - values latentes affectent l'exercice et sont comptabilisées sous la forme d'une provision pour dépréciation.

| NATURE | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % | plus ou moins valeur latente |
|---------------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------|------------------------------|
| Autres valeurs mobilières | 0,00 | 360 000,00 | 360 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 0,00 | 360 000,00 | 360 000,00 | 0,00 | 0,00 |

Suite à la clôture du compte courant à la Banque Courtois et transfert sur la Société Générale, 6 comptes à terme ont été ouvert de 60 k€ chacun, pour une année (du 27/05/2023 au 26/05/2024).

f. Comptes de régularisation Actif

| | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|--------------|
| Charges constatées d'avance | 61 392,74 | 72 106,07 | 10 713,33 | 17,45 |
| TOTAL | 61 392,74 | 72 106,07 | 10 713,33 | 17,45 |

dont :

▣ Assurances MSC pour 2023/2024 : 19 758,15 €

▣ Loyer : 16 672,91 €

▣ Fournitures revendues : 14 685,58 €

▣ Fournitures diverses pour rentrée 2023 : 12 130,06 €

▣ Contrats de maintenance : 3 252,36 €

2) Bilan PASSIF :

a. Mouvements des fonds propres

| | Montant au début de l'exercice 01/09/2022 | Augmentation | Diminution | Montant à la fin de l'exercice 31/08/2023 |
|--|--|-------------------|-------------------|--|
| Fonds propres sans droit de reprise | 112 274,39 | 0,00 | 0,00 | 112 274,39 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Ecart de réévaluation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Réserves | 3 232 585,89 | 365 187,04 | 0,00 | 3 597 772,93 |
| Comptes de liaison | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau | 0,00 | 32 997,53 | 0,00 | 32 997,53 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 365 187,04 | 0,00 | 496 714,92 | -131 527,88 |
| Sous total : Situation nette | 3 710 047,32 | 398 184,57 | 496 714,92 | 3 611 516,97 |
| Fonds propres consommables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Subventions d'investissement | 1 055 048,70 | 29 577,00 | 204 786,35 | 879 839,35 |
| Provisions réglementées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 4 765 096,02 | 427 761,57 | 701 501,27 | 4 491 356,32 |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Subventions d'investissements :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Subvention acquises au titre de l'exercice 2022/2023 :

Des subventions d'investissements sont assorties d'un droit de reprise en fonction des termes de la convention signée avec l'Etat, les collectivités territoriales ou autres établissements publics.

N'ayant pas les conventions, il n'est pas possible de reconstituer la durée réelle de reprise de subvention.

Nous avons donc utilisé la durée d'amortissement des immobilisations associées comme durée théorique pour le calcul de reprise.

Le montant de ce droit de reprise au 31/08/2023 est de 844 647,63 €.

Subvention acquise au titre de l'exercice 2022/2023 :

- Conseil Régional - Matériel Pédagogique pour Formation Professionnelle : 29 577 €

Affectation de résultat 2021/2022 :

L'assemblée générale en date du 23/05/2023 a approuvé les comptes. Le résultat de 365 87,04 € a été affecté de la façon suivante :

- pour la quote-part provenant de l'amortissement des subventions d'investissements total de 204 516,30 € à la réserve pour investissements ;
- pour le solde représentant 160 670,74 € aux réserves pour projets de l'établissement.

b. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont été déterminées selon les modalités de constitution et d'évaluation prescrites par la réglementation comptable.

| | Montant au début de l'exercice 01/09/2022 | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Reprises par fonds propres | Montant à la fin de l'exercice 31/08/2023 |
|-----------------------------------|---|----------------------------|--------------------|---------------------------|-------------------------------|---|
| Provisions pour risques | 7,88 | 32 889,95 | 0,00 | 7,88 | 0,00 | 32 889,95 |
| Autres provisions pour charges | 102 152,48 | 16 412,25 | 0,00 | 38 866,35 | 32 997,53 | 46 700,85 |
| TOTAL | 102 160,36 | 49 302,20 | 0,00 | 38 874,23 | 32 997,53 | 79 590,80 |

Provisions pour risques prud'homaux de 20 000 €.

Provisions pour indemnités de départ à la retraite :

Reconstitution de la provision IDR au 31/08/2022 selon la méthode précisée ci-dessous.

La différence a été constatée en Fonds propres, soit 32 997,53 €.

Engagement pris en matière de retraite :

Les calculs de provision pour IDR au 31/08/2023 prennent en compte un âge probable de départ en retraite de 62 ans. Les indemnités des personnels ayant atteint ou dépassé l'âge de 52 ans au 31/08 sont provisionnées pour 1/10^{ème} chaque année.

c. Fonds dédiés

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Ce sont des rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être encore utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

| Projet(s) défini(s) | Montant initial | Fonds à engager en début d'exercice | Utilisation en cours d'exercice (compte 789) | Engagement à réaliser sur ressources affectées (compte 689) | Fonds restant à engager en fin d'exercice |
|--|-----------------|-------------------------------------|--|---|---|
| Aide Covid-19 Solidarité famille | 14 875,00 | 10 512,80 | 0,00 | 0,00 | 10 512,80 |
| Aide ACEM - remplacement vitrages | 75 943,20 | 0,00 | 665,80 | 75 943,20 | 75 277,40 |
| Aide ACEM - travaux aménagement Chapelle | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| TOTAL | 140 818,20 | 10 512,80 | 665,80 | 125 943,20 | 135 790,20 |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

d. Etat des échéances des dettes :

| | Montant au début d'exercice au 01/09/2022 | Montant en fin d'exercice au 31/08/2023 | Variation | | Echéance | |
|--|---|---|--------------------|---------------|-------------------|-------------------|
| | | | Valeur | % | Jusqu'à un an | à plus d'un an |
| Emprunts obligatoire et assimilés (titres associatifs) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 358 827,23 | 1 131 374,62 | -227 452,61 | -16.74 | 214 408,96 | 916 965,66 |
| Emprunts et dettes financières | 3 000,00 | 16 380,00 | 13 380,00 | NA | 16 380,00 | 0,00 |
| Sous total : dettes financières | 1 361 827,23 | 1 147 754,62 | -214 072,61 | -16.74 | 230 788,96 | 916 965,66 |
| Avances et acomptes reçus | 4 923,96 | 6 439,32 | 1 515,36 | +30.78 | 6 439,32 | 0,00 |
| Dettes fournisseurs | 135 175,99 | 88 033,75 | -47 142,24 | -34.87 | 88 033,75 | 0,00 |
| Dettes des legs et donations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | NA | 0,00 | 0,00 |
| Dettes fiscales et sociales | 140 411,30 | 98 403,46 | -42 007,84 | -29.92 | 98 403,46 | 0,00 |
| Dettes sur immobilisations | 46 055,99 | 140 484,96 | 94 428,97 | NA | 140 484,96 | 0,00 |
| Autres dettes | 1 332,50 | 1 454,13 | 121,63 | +9.13 | 1 454,13 | 0,00 |
| Sous total : autres dettes | 327 899,74 | 334 815,62 | 6 915,88 | -24.88 | 334 815,62 | 0,00 |
| TOTAL | 1 689 726,97 | 1 482 570,24 | -207 156,73 | -41.62 | 565 604,58 | 916 965,66 |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Dettes fournisseurs, dont :
 - Factures Non Parvenues : 35 920,11 €
 - Factures à payer : 52 054,65 €

Dettes fiscales et sociales, dont :
 - CSE : 7 031,53 €
 - IJ CPAM : 115,37 €
 - Dettes sociales : 46 506,82 €
 - Avances sur subventions : 44 749,74 €

Dettes sur immobilisations, dont :
 - Factures non parvenues : 41 503,23 €
 - Retenues de garanties : 15 869,25 €

e. Comptes de régularisation Passif :

Produits Constatés d'avance :

| | 2021/2022 | 2022/2023 | Variation | % |
|-----------------------------|------------------|-------------|-------------------|----------------|
| Produits constatés d'avance | 40 297,28 | 0,00 | -40 297,28 | -100,00 |
| TOTAL | 40 297,28 | 0,00 | -40 297,28 | -100,00 |

Taxe d'apprentissage collectée à affecter :

| | | TAXE (n-1) 2022 | TAXE (n) 2023 |
|---|-----------|--------------------|------------------|
| A nouveau 1er septembre (n-1) 2022 : | | | |
| Report 1er janvier (n) 2023 : | | | |
| Taxe Reçue sur l'exercice : | 15 186,02 | 10 078,70 | 5 107,32 |
| Utilisation d'équipement : (Compte 131810) | | | |
| Utilisation de fonctionnement : (Compte 748200) | 15 186,02 | 10 078,70 | 5 107,32 |
| <u>Solde* intermédiaire au 31 décembre (n-1) 2022</u> <u>(solde* nul ou positif si accord de report par la Préfecture)</u> | | | |
| Reliquat au 31 août (n) 2023 : (compte 487810) | | | |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

IV/ Information sur le compte de résultat

1) Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

conformément au règlement comptable ANC 2018-06, les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Le règlement ANC n°2022-01 et n°2022-02 du 11 mars 2022 homologués par arrêté du 13 décembre 2022 publié au JO du 18 décembre 2022 a mis en évidence une nouvelle comptabilisation des produits perçus par les CFA et CFC. Ainsi, à compter du 01/09/2022, les produits perçus au titre du CFC sont désormais constatés en 7067 "Ventes et prestations de services" au lieu des comptes 73 "Concours publics".

| Concours publics et subventions obtenus en cours de l'exercice (en €) | Exercice N-1 2021/2022 | Exercice N 2022/2023 |
|---|---------------------------|-------------------------|
| Aides à l'emploi | 8 000,00 | 19 916,60 |
| Aides au développement des compétences | 90 300,00 | 0,00 |
| Financement par la taxe d'apprentissage des formations initia | 48 490,75 | 0,00 |
| Financement des formations par apprentissage | 0,00 | 0,00 |
| Forfaits d'externat | 687 930,44 | 687 013,63 |
| dont forfait Etat | 214 767,44 | 237 942,63 |
| dont forfait Région | 473 163,00 | 449 071,00 |
| dont forfait Département | 0,00 | 0,00 |
| dont forfait Communes et groupements de communes | 0,00 | 0,00 |
| Concours publics affectés à la formation professionnelle cont | 172 072,50 | 0,00 |
| Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole | 0,00 | 0,00 |
| Autres concours publics | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total : concours publics | 1 006 793,69 | 706 930,23 |
| Subventions État | 840,00 | 0,00 |
| Subventions Région | 5 559,00 | 6 727,04 |
| Subventions Département | 0,00 | 0,00 |
| Subventions Communes et groupements de communes | 0,00 | 0,00 |
| Autres subventions d'exploitation | 0,00 | 23 988,02 |
| dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...) | 0,00 | 8 802,00 |
| dont autres subventions (à détailler) | 0,00 | 0,00 |
| Report de subventions | 0,00 | 0,00 |
| Sous-total: subventions d'exploitation | 6 399,00 | 30 715,06 |

| Concours publics et subventions obtenus en cours de l'exercice (en €) | Exercice N-1 2021/2022 | Exercice N 2022/2023 |
|---|---------------------------|-------------------------|
| TOTAL | 1 013 192,69 | 737 645,29 |

2) Rémunération des dirigeants :

En son article 20, la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 stipule :

"Les associations, dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 €, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en natures.

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération.

Nous ne publions pas la rémunération du dirigeant, car l'association ne comporte qu'un seul dirigeant, ce qui reviendrait à divulguer une rémunération individuelle.

3) Honoraires du Commissaire aux comptes :

| | Montant |
|--|------------------|
| Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes | 11 040,00 |
| Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services | 0,00 |
| TOTAL | 11 040,00 |

4) Les éléments exceptionnels :

Les Produits Exceptionnels (276 172,58)

| | |
|---|--------------|
| - Reprise QP subventions : | 204 786,35 € |
| - Revalorisation Forfait Externat 2021/22 : | 2 519,69 € |
| - Subv. Mat.Oeuvre 2022 pour examens CAP : | 1 080,00 € |
| - Location casiers élèves : | 2 200,00 € |
| - Taxe sur les salaires 2021 : | 7 053,83 € |
| - Ecart ASPECT AQUITAINE - 2020/21 et 2021/22 : | 55 650,86 € |
| - Divers : | 2 881,85 € |

Les Charges Exceptionnelles (86 220,22)

| | |
|--|------------|
| - Achat matériel pour hébergement d'urgence : | 1 340,04 € |
| - Cotisations AG2R Prév. Enseignants 2ème Trim. 2022 : | 4 294,00 € |

| | |
|--|-------------|
| - Mise en demeure URSSAF 2019+2020+2021 : | 5 642,00 € |
| - HUMANIS - Ecart DSN 2022 : | 5 168,62 € |
| - ASPECT AQUITAINE - Ajust CA 2021/22 : | 45 547,22 € |
| - ASPECT AQUITAINE - FNP Ordinateurs 2021/2022 : | 20 493,28 € |
| - Divers : | 3 735,06 € |

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

V/ Autres informations

1) Engagements financiers donnés et reçus

Les emprunts subventionnés par le Conseil Régional sont :

- Société Générale CR 2007, avec un capital emprunté de 100 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 0 €
- Société Générale CR 2008, avec un capital emprunté de 290 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 26 300,30 €
- Crédit Coopératif CR 2009, avec un capital emprunté de 265 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 44 828,96 €
- Crédit Coopératif CR 2010, avec un capital emprunté de 258 595 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 61 728,22 €
- Crédit Coopératif CR 2011, avec un capital emprunté de 470 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 152 661,75 €
- Société Générale CR 2012, avec un capital emprunté de 200 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 78 571,70 €
- Société Générale CR 2013, avec un capital emprunté de 200 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 91 182,44 €
- Société Générale CR 2014, avec un capital emprunté de 320 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 162 818,16 €
- Société Générale CR 2015, avec un capital emprunté de 155 000 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 86 959,27 €
- BNP CR 2017, avec un capital emprunté de 50 485 € et dont le capital restant dû au 31/08/2023 est de 0 €

2) Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

La Nouvelle Réglementation Comptable impose la comptabilisation des contributions volontaires en nature en pied de compte de résultat, dont le bénévolat, dès lors que l'information est jugée significative. Selon la recommandation de la FNOGEC, l'ensemble des bénévoles oeuvrant pour les missions et les activités de l'ogec doit être pris en compte. Les membres des instances statutaires peuvent en faire partie.

a. Autres informations

Le bénévolat est une constante de l'Enseignement Catholique, une contribution précieuse au bon fonctionnement des établissements. Sa valorisation permet notamment d'obtenir des coûts complets et réels, ainsi que d'appréhender véritablement tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de chaque niveau d'enseignement.

Cette année, l'OGEC n'a pas eu recours au bénévolat.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes